

Unité inter-départementale Drôme - Ardèche

Valence, le 23 février 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



EVVA

Rue du Capitaine Dreyfus

26000 VALENCE

Références : 20220223-RAP-DAEN0152

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/01/2022 dans l'établissement EVVA implanté Rue du Capitaine Dreyfus 26000 VALENCE. L'inspection a été annoncée le 03/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant a souhaité faire le point sur la cessation partielle de l'ancienne chaufferie historique du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EVVA - Chaufferie Valence
- Rue du Capitaine Dreyfus 26000 VALENCE
- Code AIOT dans GUN : 0006102785
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non-Seveso

La chaufferie urbaine de Valence est autorisée à exploiter une chaudière fonctionnant au gaz naturel dans un bâtiment historique et une turbine à gaz ainsi qu'une chaudière dans un autre bâtiment dit de cogénération. Les installations permettent de chauffer environ 5 000 logements, 7 écoles, 1 lycée, 8 bâtiments municipaux, 2 immeubles de bureaux et 1 site industriel et récemment avec le développement du réseau au sud : l'hôpital de Valence et le lycée Briffaut.

Les installations sont alimentées par trois antennes qui représentent un réseau de type fermé total de 13,5 kilomètres (27 allers - retours) soit 57 sous-stations.

Depuis le 1er janvier 2017 le réseau de chaleur de Valence est exploité par la société Énergie Verte de Valence (EVVA) – groupe CORIANCE depuis la fin de délégation de la société OMNITHERM (exploitation DALKIA).

L'exploitant a passé en basse pression l'intégralité du réseau de chaleur de Valence durant l'été 2017.

La nouvelle chaufferie principale est construite 182 route de la Forêt à Valence.

Le site de Dreyfus a vu son activité réduire (turbine une partie de l'année, chaudière appelée dans de rares cas en secours).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Réduction d'activité sur le site DREYFUS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Notification d'arrêt définitif	Code de l'environnement du 11/01/2022, article R.512-39-1	/	Prescriptions complémentaires

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Fermeture du bâtiment Charbon	Arrêté Préfectoral du 27/04/2000, article 3.2 – Article deux	/	
Couvercle béton	Arrêté Préfectoral du 27/04/2000, article 2 – Article Premier	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de faire le point sur la réglementation concernant les réductions d'activité et les cessations d'activités partielles.

A court terme, la sécurisation de la cheminée et du filtre à charbon sont demandés par l'inspection. L'exploitant appréciera la nécessité de sécuriser d'autres structures présentes.

Il a par ailleurs été mis en évidence la nécessité de réparer rapidement une petite partie de bardage située en hauteur du bâtiment charbon et un couvercle béton d'une tranchée technique.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Notification d'arrêt définitif

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/01/2022, article R.512-39-1
Prescription contrôlée : I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.
Constats : Un courrier en date du 12 juillet 2021 a été remis à l'inspection. Il y est fait mention d'un arrêt définitif de la chaudière 3 et de l'absence de générateur en service dans le bâtiment "Ancienne chaufferie". Ce n'est pas à proprement parler une cessation d'activité (pas de changement de régime du site global) ni une intention de libération de terrain. La ligne d'alimentation en gaz a été neutralisée. Les articles R.512-39-1 et suivants (notamment détermination du futur usage et mémoire de réhabilitation) ne s'appliquent pas à ce stade. Néanmoins, par arrêté préfectoral complémentaire, l'inspection demandera la mise en sécurité de la cheminée historique et du filtre à charbon. Un contrôle technique de solidité sera demandé dans ce cadre pour ces deux structures par un organisme spécialisé avec les préconisations en terme d'entretien et de surveillance sur le long terme. L'exploitant appréciera la nécessité de sécuriser d'autres structures présentes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Nom du point de contrôle : Fermeture du bâtiment Charbon

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2000, article 3.2 – Article deux
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement, à l'exception de celles désignées par l'exploitant, ne doivent pas avoir l'accès libre aux installations.
Constats : Un bardage, situé en hauteur du bâtiment charbon, a été vraisemblablement ouvert suite à un épisode venteux. L'ouverture doit être réparée pour empêcher l'accès.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Couvercle béton

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2000, article 2 – Article Premier
Prescription contrôlée : Les installations doivent être implantées et exploitées conformément au dossier de demande, sous réserve des prescriptions du présent arrêté.
Constats : Un couvercle béton d'une tranchée technique est à réparer.
Type de suites proposées : Susceptible de suites